



Quotidien National
T.M. : 202 081

☎ : 01 42 76 17 89
L.M. : 872 000

MERCREDI 6 OCTOBRE 2010



Pas de voix off, pas d'interview ou de commentaires. Juste le quotidien des ouvrières. PHOTO DR

«ENTRE NOS MAINS», USINE EN CINÉMASCOPE

35 HEURES Mariana Otero filme sans fard des ouvrières d'une entreprise de lingerie qui s'organisent en coopérative.

ENTRE NOS MAINS

de **MARIANA OTERO**. 1h28.

«Vous avez compris l'histoire du capital ?» Si le contexte n'était pas si sombre, la phrase prêterait à sourire, tant elle est symbolique de cette lutte inégale et séculaire entre classe ouvrière et patronat. On est en plein dedans avec *Entre nos mains*, un film documentaire de Mariana Otero sur une entreprise de lingerie près d'Orléans confrontée à la faillite. Ou plutôt sur ses salariés, en majorité des femmes, qui vont tenter de la reprendre en coopérative, en Scop (société coopérative de production) et donc de passer du statut d'employées à celui d'associées.

«**En vrac**». Pas simple, le changement d'état, un des motifs autour desquelles tourne le film – monté sans voix off, ni interview ni commentaires. Juste la parole brute : «On nous a jamais rien demandé, maintenant on nous demande notre avis», dit l'une (on n'a pas les prénoms, pas plus que leur fonction exacte), habituée qu'elle est à une hiérarchie claire. «On n'est pas assez calées, faut être dans le système», dit l'autre quand se posent les questions de financement. «On n'est que des

ouvrières, quoi», résume une autre. En blouse ou pas, triant des strings ou installant des soutiens-gorge, à la cantine (les gamelles viennent de la maison), la caméra les suit dans les locaux. Le tournage a été autorisé par le patron, à la condition que jamais il n'apparaisse à l'image. Statue du commandeur, qu'on sent respecté et craint, et qui, en restant hors-champ, incarne (si on ose dire, du coup), sa fonction. Ça n'est pas l'individu, c'est le patron, et comme le dit l'une des ouvrières au moment du revirement soudain de sa position (non, on ne dira pas laquelle) : «Un patron c'est un patron, il a besoin de diriger, il a jamais été employé.» Impressionnant aussi, cette femme qui raconte l'entretien avec ledit «patron», qui tente de retourner les salariés : «Il parle à chacun une demi-heure, tu sors, t'es en vrac.»

Voilà qui souligne sans en rajouter les effets de ce mode de pression, un des mérites de ce documentaire sur la violence économique et sociale (on ne peut pas s'empêcher de penser aux Lejaby, dans la rue il y a encore deux semaines). Patron invisible, mais patron omniprésent. C'est aussi et surtout, à un moment la possibilité de travailler ensemble, en collectivité et pas seulement,

comme le dit l'une d'elles «en clans, celui des couturières, des bureaux» qui surgit à la faveur de la crise. Elle se demande si ça va changer les rapports, la Scop. «Ça a déjà changé, tout le monde nous dit bonjour maintenant», dit l'une. On se réunit, on parle, un «directoire» prend forme, la Scop bouleverse ces ouvrières très peu syndiquées : «On pourrait revenir aux 39 heures, tout serait remis en question ?», s'interroge l'une. «Oui, mais c'est quand même pas à nous d'investir notre argent», tempête l'autre. «Un mois de salaire, si ça marche pas tu perds tout. D'un autre côté, faut aller de l'avant.»

Opéra. Elles hésitent, signent. Et même l'épouse de l'agriculteur investira dans la Scop : son mari lui a expliqué qu'après tout, la participation aux bénéfices de l'entreprise, ce n'est pas de l'argent gagné, elle n'a donc qu'à le remettre. On est loin des loups du grand capital. Qui finira par pointer son vilain nez dans cette utopie que les ouvrières terminent en beauté et en chansons : un mini-opéra assez brechtien, «*ribambelles de satin, jolis rubans de dentelle, soutiens-gorge et culottes, c'en est fini de la Scop, mais on en sort grandis*».

EMMANUÈLE PEYRET